

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 192/01

ÉFAI – 010490 – AMR 34/027/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA Anselmo Roldán Aguilar (h)
d'autres membres de l'*Asociación Justicia y Reconciliación* (AJR, Association justice et réconciliation)

Londres, le 30 juillet 2001

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité d'un défenseur des droits humains, qui a été récemment agressé par un homme armé d'un couteau, ainsi que par celle de ses collègues et de sa famille.

Anselmo Roldán Aguilar est le président de l'*Asociación Justicia y Reconciliación* (AJR, Association justice et réconciliation), ainsi que le président et le représentant légal de l'*Asociación de Defensa de los Derechos Humanos del Area Ixcán* (ADDHAI, Association de défense des droits humains de la région de l'Ixcán).

Aux alentours de 19 h 30, dans la soirée du 22 juillet 2001, Anselmo Roldán Aguilar a été attaqué par un homme armé d'un couteau habitant la communauté de Cuarto Pueblo (Playa Grande, Ixcán). L'agresseur avait menacé à maintes reprises ce défenseur des droits humains et d'autres témoins qui ont porté plainte contre des militaires guatémaltèques pour génocide pendant la guerre civile.

Anselmo Roldán Aguilar a indiqué que son agresseur avait tenté de le frapper au cœur avec son couteau. Il a été blessé au bras gauche tandis qu'il se défendait. Alors que l'assaillant s'apprêtait à le frapper de nouveau, le fils d'Anselmo Roldán Aguilar est venu à son aide. L'agresseur s'est alors réfugié dans une maison toute proche appartenant à des membres du parti au pouvoir, le *Frente Republicano Guatemalteco* (FRG, Front républicain guatémaltèque), qui est dirigé par le général en retraite Efraín Ríos Montt, aujourd'hui président du *Congreso* (Congrès), le Parlement guatémaltèque. Des voisins ont tenté de capturer le suspect pour le livrer à la *Policía Nacional Civil* (police nationale civile), mais les occupants de la maison les ont chassés et ont menacé de tirer sur eux.

L'agresseur s'est ensuite échappé et l'on sait qu'il se trouve actuellement à Pueblo Nuevo del Ixcán. Aucun mandat d'arrêt n'a été décerné à son encontre malgré le fait qu'Anselmo Roldán Aguilar a signalé ces événements aux autorités, notamment à la police et au bureau local du ministère public, le jour même de l'attaque.

Anselmo Roldán Aguilar a quitté l'hôpital et est en convalescence, mais il devra de nouveau recevoir des soins.

Avant cette agression, le 3 juillet, le même homme avait menacé de tuer ce défenseur des droits humains et trois autres témoins. Des membres de l'AJR ont signalé d'autres faits préoccupants, notamment la surveillance exercée par des soldats vêtus en civil, des menaces et des tentatives d'effraction au domicile de proches de témoins. Par ailleurs, le monument érigé à la mémoire des victimes du massacre de Cuarto Pueblo a été vandalisé. Fin mai, la fille d'Anselmo Roldán Aguilar a reçu la visite d'un individu menaçant, qui a déclaré qu'une arme à feu avait été remise sous ses yeux au suspect à la base militaire de Playa Grande, et ajouté que c'était pour tuer son père.

Le 28 juin, Domingo Us Quixán, membre de l'AJR et habitant d'une des communautés qui ont intenté une action en justice contre le général Fernando Romeo Lucas García l'année dernière, a été victime d'un meurtre (voir l'AU 168/01, AMR 34/024/01 du 6 juillet 2001).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'AJR représente une centaine de témoins originaires de Cuarto Pueblo et de 20 autres villages de montagne où ont été commis des massacres sous le régime militaire du général Fernando Romeo Lucas García, de 1978 à 1982, puis du général Efraín Ríos Montt, qui a dirigé le Guatemala de mars 1982 à août 1983. L'AJR bénéficie de l'assistance judiciaire fournie par le *Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos* (CALDH, Centre pour la poursuite en justice des responsables de violations des droits fondamentaux), qui a déposé plainte pour génocide contre le général Fernando Romeo Lucas García le 2 mai 2000, et intenté une autre action en justice contre le général Efraín Ríos Montt au nom de l'AJR le 6 juin 2001 (voir l'AU 141/01, AMR 34/017/01 du 6 juin 2001).

Anselmo Roldán Aguilar et les autres témoins membres de l'AJR ont récemment déposé une plainte au pénal contre l'ancien président Efraín Ríos Montt, aujourd'hui président du Congrès, et son haut commandement militaire pour génocide, autres crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis entre mars et décembre 1982.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures efficaces afin de garantir la sécurité d'Anselmo Roldán Aguilar et de sa famille, ainsi que celle des témoins appartenant à l'*Asociación Justicia y Reconciliación* (AJR, Association justice et réconciliation) ou à l'*Asociación de Defensa de los Derechos Humanos del Area Ixcán* (ADDHAI, Association de défense des droits humains de la région de l'Ixcán) ;
- demandez aux autorités de mener sans délai une enquête approfondie sur l'agression dont Anselmo Roldán Aguilar a été victime et sur les menaces dont il avait précédemment fait l'objet, et d'engager des poursuites judiciaires contre les responsables présumés de ces agissements ;
- dites-vous préoccupé par la sécurité de tous les témoins, enquêteurs et militants travaillant pour le CALDH et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) qui s'efforcent d'obtenir la traduction en justice des personnes ayant commis des atteintes aux droits humains au cours de la guerre civile guatémaltèque.

APPELS À :

Remarque : l'obtention de certaines lignes de fax peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérant.
Si un correspondant vous répond, demandez : « Fax, por favor », et attendez le signal sonore.

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6^a Avenida "A" 4-41, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 239 0090

Courriers électroniques :

mensajes@presidenteportillo.gob.gt

Télégrammes : Presidente de la República, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Formule d'appel : *Estimado Señor Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Byron Barrientos
Ministro de Gobernación
Ministerio de Gobernación
6^a Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 362 0239 / 362 0237

Télégrammes : Ministro de Gobernación, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Ministre de la Défense :

Gral. Eduardo Arevalo Lacs
Ministro de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa
Antigua Escuela Politécnica
Avenida Reforma 1-45, Zona 10
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 360 9909 / 360 9919

Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale :

Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH)
9^a Av. 2-59, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 251 8163 / 232 3821

Courriers électroniques : dejure@caldh.org

Journal :

Diario *El Periódico*
15 Avenida 24-51, Zona 13
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 332 9761

Courriers électroniques : opinion@elperiodico.com.gt

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 10 SEPTEMBRE 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org